

**DÉCRYPTAGE**

*Non à la guerre impérialiste et sioniste en Iran !  
Libertés pour les Peuples !*

**MENSUEL**

# **Unité !**

**N°8** MARS.  
2026

## **LA GUERRE SOCIALE**

» Luites,  
mobilisations et  
grèves en France  
> Antifascisme :  
faire front

## **INTERNATIONALISME**

Guerre en Iran,  
grève générale en  
Inde, Cuba résiste  
contre le blocus

## **FOCUS**

> Raffineries : zones  
à défendre  
> Total coupable  
> Assurance-  
Chômage/Industrie  
: même combat



# NON À LA GUERRE EN IRAN

## SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES DE LA RÉGION

### FACE À L'AGRESSION IMPÉRIALISTE ET SIONISTE !

**Six mois après la "guerre des 12 jours", le régime sioniste de Tel Aviv et les États-Unis ont engagé depuis le 28 février une nouvelle guerre d'agression impérialiste contre l'Iran.**

L'armée israélienne a, en parallèle, lancé une offensive militaire de grande ampleur contre le Liban. Des crimes de guerre ont déjà été commis par Israël et les États-Unis ; plusieurs milliers de personnes ont déjà perdu la vie, dont des centaines d'enfants iraniens et libanais.

À la guerre, devenue régionale du fait de la présence de dizaines de bases militaires américaines, s'ajoute également une perturbation majeure des flux

économiques, notamment d'hydrocarbures : le monde entre en récession et s'apprête à subir les multiples chocs engendrés par l'agression et la résistance iranienne.

**L'objectif des impérialismes occidentaux est de soumettre les peuples de la région, déjà meurtrie par l'invasion de l'Irak en 2003, la guerre civile imposée au peuple syrien, le génocide en Palestine.**

Cet objectif ne peut être accompli sans la destruction de l'Iran, perçu à juste titre et malgré les contradictions de son gouvernement, comme l'obstacle majeur à la colonisation finale de la Palestine par Israël et à la domination totale d'Israël et des États-Unis dans la région.

A ce stade du conflit, nous considérons que "tout est possible" : de la tentative d'invasion/occupation de terres iraniennes pour contrôler le détroit stratégique d'Ormuz à l'utilisation de la bombe atomique pour forcer Téhéran à la capitulation.

La France, dans ce contexte, joue un jeu dangereux : aux côtés des pétromonarchies obscurantistes, des États-Unis et de l'État génocidaire d'Israël, Macron promet une action défensive et déploie 40% des capacités militaires françaises en direction de la zone de conflits. Par ce parti pris, le gouvernement français met en danger nos soldats et l'ensemble des populations.

**Affirmons partout cette triple nécessité :**

- 1) Plus un seul soldat français hors de France**
- 2) Sortie et rupture des alliances impérialistes OTAN, UE, OMC...**
- 3) Désengageons notre pays de toutes les guerres impérialistes**

Plus que jamais, nous sommes aux côtés des peuples en luttés pour leur autodétermination, avec leurs organisations sociales, syndicales, progressistes et révolutionnaires.

**Renforçons notre solidarité avec le peuple iranien et avec tous les peuples victimes de la barbarie impérialiste !**

**Construisons une Coalition ouvrière contre la guerre : Exigeons la fin des agressions impérialistes et du Génocide en Palestine occupée, ainsi que la fin des sanctions qui étranglent le peuple iranien !**

# DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

La FSM condamne fermement la nouvelle attaque impérialiste des États-Unis et d'Israël contre l'Iran. L'attaque constitue une violation flagrante de tous les principes de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et sape brutalement la Charte des Nations Unies et tout concept de droit international.

L'attaque menace d'allumer une escalade encore plus grande dans une région déjà en feu, dans le seul but de promouvoir les plans impérialistes des États-Unis et d'Israël dans le Moyen-Orient au sens large. Leur invocation d'une soi-disant sensibilité à la démocratie et aux droits de l'homme en Iran est d'une hypocrisie flagrante. De tels prétextes ont été utilisés par le passé pour des raids similaires, avec des résultats désastreux et sanglants pour les peuples et les États de la région.

Le parcours et l'avenir de l'Iran relèvent de son peuple, dont les luttes ont toujours été

soutenues par la FSM, et non d'un choix des puissances impérialistes étrangères dont le seul intérêt est d'utiliser leur force militaire pour promouvoir leurs propres intérêts géopolitiques et économiques dans la région.

La FSM exprime sa solidarité indéfectible avec le peuple iranien et les peuples du Moyen-Orient qui souffrent de l'intervention impérialiste et de l'agression israélienne, et appelle ses affiliés à travers le monde à se mobiliser pour condamner la nouvelle attaque militaire contre l'Iran et pour l'arrêt immédiat des opérations militaires.

**NON AU RAID IMPÉRIALISTE ISRAËLO-AMÉRICAIN !**

**RESPECT DE LA SOUVERAINÉTÉ ET DE L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS**

## 168 ÉCOLIÈRES ASSASSINÉES PAR LE SIONISME ET L'IMPÉRIALISME

Déclenchée le 28 mars avec des bombardements massifs, l'agression israélo-américaine s'est illustrée avec un nouveau crime de guerre particulièrement sordide : 168 écolières, âgées de 8 à 12 ans, ont été tuées par un bombardement, vraisemblablement américain, dans l'école primaire Shajarah Tayyebah à Minab, dans le sud du pays.

Répetons-le : 168 fillettes ont été assassinées par les États-Unis et le régime de Tel Aviv. Mortes sous les bombes, ensevelies sous les débris, déchiquetées par des bombes made in Occident.

Ce meurtre de masse immonde devrait faire la Une de tous les médias. En cela, la discrétion initiale (voire les accusations immondes de fake news) autour du sujet est un aveu terrible du choix éditorial, politique (et raciste) de la petite caste médiatique au service des élites, ainsi que de la responsabilité et la culpabilité sans équivoque possible d'Israël et des États-Unis.

Pourquoi ce si long silence ? Pourquoi cet embarras ? Pourquoi avoir tenté de cacher ce crime de guerre ? Bien entendu, l'Etat et ses gouvernements sont alliés avec Israël. Bien

entendu, demeure présent le prisme d'analyse colonial dans les mentalités de nos élites.

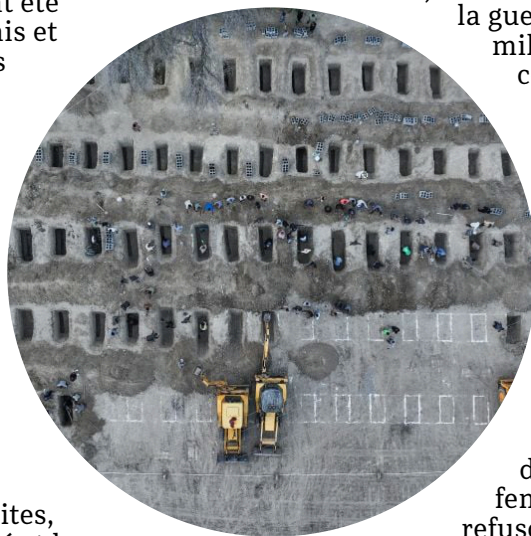
Ce crime contre l'Humanité et cette séquence suffit en réalité à démontrer la réalité fallacieuse des justifications occidentales qui prétendent "libérer", par des bombes, le peuple d'Iran et notamment les femmes iraniennes.

Ajoutons également que « l'escalade de la guerre menace l'éducation de 20 millions d'écoliers sur les 50 que compte la région incluant l'Iran, le Liban, la Palestine et une portion du Golfe », selon le porte-parole de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. »

168 fillettes ont été tuées par l'agression impérialiste et sioniste. Après 2 ans et demie de Génocide, - plus de 700 000 morts sont évoqués, dont les deux tiers sont des femmes et des enfants, nous refusons de nous habituer à

l'horreur et à la Terreur quotidienne d'Israël et des États-Unis.

Exigeons la Justice et la Vérité pour ces 168 écolières, et pour tous les enfants et victimes innocentes assassinées par Israël et les États-Unis !





# EXPLOSION DES PRIX DU CARBURANT : QUE FAIRE ?

L'agression impérialiste et sioniste contre l'Iran a provoqué une hausse vertigineuse du baril de pétrole, qui a dépassé les 100 dollars et frôlé les 120 dollars. Les spéculateurs capitalistes ont saisi la balle au bond en augmentant brutalement les prix des carburants à la pompe, en France et sans justification matérielle.

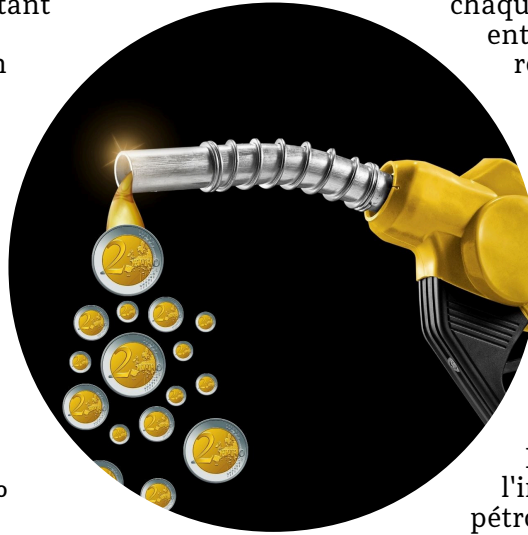
Deux semaines après le début de la guerre, l'essence sans plomb 95 ou 98 approchait, dans toutes les stations de France, les 2 euros le litre quand le gazole avait déjà franchi ce seuil, vendredi 13 mars : une augmentation de plus de 10 % pour l'essence, de plus de 20 % pour le gazole.

Des mesures cosmétiques ont été engagées, tant par TotalEnergies que le

gouvernement. Ces derniers, main dans la main, se refusent à toute action réelle et refusent le blocage des prix ou la baisse de la fiscalité. Les mêmes qui gavent, à hauteur du tiers du budget de l'Etat chaque année, les grandes entreprises - dont Total! - se refusent à répondre aux besoins de tous et toutes.

L'énergie - l'électricité, le gaz, le pétrole - est un bien public : les entreprises et infrastructures doivent être socialisées et nationalisées, comme le proposait en 2023 la FNME CGT et la FNIC CGT, dans un communiqué commun.

Et les spéculateurs, à l'image des majors du pétrole, devraient être sanctionnés et punis, notamment par l'expropriation de leurs entreprises.



## ÉCOCIDE ET CRIME DE GUERRE ISRAËLIEN À TÉHÉRAN

Dans la nuit du 7 au 8 mars 2026, des bombardements israéliens, criminels et terroristes, ont frappé plusieurs dépôts pétroliers à Téhéran, provoquant d'importants incendies ainsi qu'un gigantesque nuage de fumée noire au-dessus de la capitale iranienne. Pendant plusieurs heures, la ville et ses millions d'habitants ont été plongés dans l'obscurité et confrontés à des fumées toxiques et des pluies "noires" et acides.

Selon les experts cités par la presse, les épais nuages de fumée toxique qui ont recouvert des zones densément peuplées en Iran représentent un danger majeur pour tous ceux qui respirent cet air. Et la pluie "noire" pourrait contenir non seulement des acides, mais aussi de nombreux polluants dangereux pour la santé et pour l'environnement, à court comme à long terme. Elle pourrait aussi transporter d'autres substances chimiques, comme des métaux lourds et des composés inorganiques issus des matériaux des

bâtiments, projetés dans l'air lors des explosions et des incendies.

À long terme, les populations civiles sont donc exposées à des risques de cancers, des maladies cardio-vasculaires et des troubles neurologiques. Par ailleurs, ces polluants peuvent se déposer sur les routes et les bâtiments et plus largement contaminer les écosystèmes aquatiques et les sources d'eau potable.

Cet "écocide" qui a des conséquences immédiates et à long terme sur les populations, notamment les plus vulnérables, n'est pas le fruit du hasard ou d'une erreur. Il est le produit et le résultat voulu par l'armée israélienne et le régime de Tel Aviv dans le cadre de leur campagne de Terreur visant à soumettre, par la force et la peur, les peuples qui font obstacle à leurs volontés d'hégémonie sur la région du Proche et du Moyen-Orient.



# #URGENCE INDUSTRIE ET PROTECTION SOCIALE

Le 25 février dernier, au cours d'une journée de mobilisation pour la défense de l'industrie, à l'appel de la CGT, plusieurs centaines d'ouvriers de la métallurgie mais aussi des industries chimiques, électriques, gazières... se sont mobilisés devant le Sénat, à Paris, pour exiger la nationalisation du groupe ArcelorMittal. Les manifestants, venus de nombreux bassins industriels (Dunkerque, Fos-sur-Mer, Florange...) ont dénoncé la casse sociale en cours : suppressions d'emplois massives, fermetures ou menace de liquidation de sites industriels.

**La CGT alerte depuis deux ans sur la grande vague de désindustrialisation, organisée de A à Z par le patronat.** Ce dernier continue pourtant d'absorber chaque année plus du tiers du budget de l'Etat - des milliards qui lui servent à engraisser ses actionnaires, payer les plans de fermetures d'usines et de licenciements et suppressions de postes.

Fin 2025, près de 500 plans sociaux ont été recensés, soit entre 200 000 et 300 000 emplois menacés ou supprimés, dont près de la moitié dans l'industrie. Pour répondre aux besoins sociaux immenses des salariés et de la population dans son ensemble, et face à la financiarisation, au dumping social et fiscal, et à la complicité de l'Etat dans le massacre de l'emploi et de l'industrie, les organisations de la CGT, notamment la FNIC CGT, mettent en avant la nécessité de la nationalisation sous contrôle ouvrier et de la socialisation des infrastructures et secteurs industriels.

En effet, tous les secteurs industriels sont interdépendants. Une complémentarité illustrée par le secteur automobile : pour faire une voiture il faut de l'acier, mais aussi du plastique ou du caoutchouc, sans parler du carburant ou de l'électricité. Tout est lié : la liquidation des industries métallurgiques va de pair avec la destruction des capacités industrielles dans la chimie, la plasturgie, le caoutchouc...

Bien entendu, le lien entre industries et services publics est évident : quand une entreprise liquide l'activité, c'est le bassin industriel et les emplois qui se retrouvent menacés avec le risque d'exode de populations privées d'emploi et de conditions dignes d'existence et chassés par la soif de profit du capital : au bout du bout, et notamment dans les "territoires", ce sont les services publics, déjà étranglés par une austérité permanente, qui ferment : école, poste, services administratifs...

**Parallèlement au rassemblement devant le Sénat, d'autres organisations de la CGT se sont mobilisées le 25 février : le CNTPEP CGT appelait à rejoindre le rassemblement après une action matinale devant l'UNEDIC contre les attaques sur l'Assurance-chômage.**

Le CNTPEP CGT y a dénoncé "un accord injuste [sur l'assurance-chômage], imposé pour répondre aux

exigences d'austérité du gouvernement, et a rappelé que la CGT reste déterminée à défendre une assurance chômage solidaire et protectrice." la CGT a dénoncé une remise en cause unilatérale des droits et rejeté les propositions patronales visant une dégressivité des allocations, une hausse du seuil d'accès pour les intermittents du spectacle ou une limitation drastique des durées d'indemnisation.

Malgré la résistance de la CGT, le projet d'avenant final - signé par le patronat, la CFDT et la CFTC - a réduit fortement la durée maximale d'indemnisation : 15 mois (au lieu de 18) pour les moins de 55 ans, et 20,5 mois pour les 55 ans et plus (au lieu de 27 mois). En rognant ainsi, centime par centime, le gouvernement et ses complices patronaux estiment réaliser une "économie" de 700 à 940 millions d'euros sur le dos des chômeurs : une goutte d'eau au regard des centaines de milliards d'euros donnés, sans contreparties, par l'Etat au patronat.

Tout est lié : les attaques permanentes contre les droits des chômeurs, la guerre menée à la protection sociale et au Code du travail ont pour objectif d'organiser la précarité. Les choix du Capital sont évidents : niveler par le bas l'ensemble des droits sociaux, disposer d'une armée de réserve pour peser sur les salaires, refréner la combativité et poursuivre « quoi qu'il en coûte » une politique exclusivement au service de la captation du profit - au travers de la liquidation des outils industriels, compensée par une hausse vertigineuse des importations -et d'une prédation organisée.

**Face à la casse de l'industrie, au saccage de l'emploi, au pillage des comptes publics, à la guerre menée aux privés d'emplois et précaires : la seule réponse c'est la lutte.**

Un constat s'impose : le rouleau-compresseur du Capital ne peut être arrêté à moins de le paralyser. Pour ce faire, il n'y a malheureusement rien à attendre des institutions. Sans rapport de force concret - par la grève notamment - et sans perspective d'arracher la production industrielle aux griffes du privé, la délégation de pouvoir à des parlementaires demeure au mieux symbolique, au pire démobilisatrice et démoralisante.

Surtout, ces initiatives institutionnelles distillent une illusion sur le caractère de l'Etat. Ce dernier, comme la police, la justice et la Loi « républicaine » est au service du Capital. L'expérience acquise par le mouvement ouvrier depuis plus de 250 ans démontre que seule la lutte de classes permet d'arracher - puis de conserver - des conquêtes sociales, du maintien de l'usine et de l'emploi à la socialisation/nationalisation de groupes ou de branches économiques.

# DÉFENDRE L'INDUSTRIE, UNE NÉCESSITÉ

## L'EXEMPLE DU RAFFINAGE

En lutte frontale contre la désindustrialisation organisée par le patronat, la FNIC CGT sonne l'alerte depuis deux ans, soulignant dans une brochure : "la situation économique et sociale que nous vivons dans nos secteurs professionnels et nos entreprises demande de pousser notre réflexion sur les enjeux industriels. [...] Sans une industrie forte qui structure le territoire, c'est l'ensemble de nos conditions d'existence de vie qui sont remis en cause !".

"Tous les secteurs de notre Fédération sont menacés par des restructurations nombreuses et profondes, sous couvert d'environnement, notamment avec le déploiement des PTTJ (Plan de Transition Territoriale Juste) et les projets ZIBAC (Zone Industrielle Bas Carbone), les projets IZF, (Industrie Zéro Fossile) dans le cadre du plan d'action «France Nation Verte»." rappelle encore la FNIC CGT qui ajoute : "la casse de l'emploi dans l'industrie, ce sont aussi des effets dominos en cascade, sur les secteurs des services aux entreprises, les emplois induits, les services publics, le tertiaire et le commerce. C'est la fragilisation de l'ensemble des territoires au niveau national.

Le prétexte est de répondre à l'urgence environnementale, mais en réalité, il s'agit d'habiller des restructurations majeures pour mieux détruire le socle économique et social de notre société. Un certain nombre d'annonces ont déjà été faites, comme à Yara à Montoir de Bretagne, Adisseo à Commentry, Exxon à Notre dame de Gravenchon, Vencorex à Pont de Claix, Yves Rocher, Air Liquide, Sanofi, Smurfit Kappa, etc. »

**Cette offensive patronale, contre laquelle se battent les syndicalistes CGT, ne date pas d'hier, comme peut en témoigner l'état du Raffinage en France.**

« La France importe massivement des produits raffinés alors que les fermetures de raffineries ont limité l'offre présente sur le territoire. Il n'y a donc aucune raison de sacrifier un outil de production utile à plus d'un titre" explique ainsi la FNIC CGT dans son document "le Raffinage et le Pétrole en France : pourquoi on en a besoin ?".

« Ce que la raffinerie produit en carburant répond avant tout aux besoins nationaux. Avec les arrêts ou les conversions de raffineries des dernières décennies, la production des raffineries françaises s'est réduite, c'est donc la véritable cause de l'importation massive de carburants sur le territoire. Il faut concentrer l'offre sur la production locale de carburants et limiter autant que possible les importations de produits raffinés. », peut-on lire.

Depuis des années, et en cohérence avec les autres mastodontes de différentes branches industrielles, les opérateurs, subventionnés par l'Etat, du raffinage et de la pétrochimie entretiennent un désinvestissement chronique sur les installations tandis que les investissements ponctuels réalisés sur les infrastructures sont en réalité bien souvent financés directement ou indirectement par l'argent public.

Pour la FNIC CGT, « le raffinage est au cœur de l'économie et en amont de nombreuses filières. Outre les débouchés liés à la mobilité, au chauffage et à la production d'énergie, il convient de considérer l'orientation de l'outil de raffinage vers les débouchés de la chimie (pétrochimie) et les produits spécialisés tels que les lubrifiants, l'asphalte, les solvants rares et les cires. »



« Tant que ce carburant, ce pétrole qui part en fumée et qui pollue, ne sera pas remplacé par une énergie de substitution, il ne sera pas envisageable d'en demander la suppression. Stopper le raffinage sur le territoire au seul prétexte que cette énergie fossile est polluante reviendrait à valider l'importation provenant de pays où la réglementation environnementale n'est pas une priorité », explique encore la fédération CGT.

**Les industries chimiques et « le raffinage [ont] un avenir nécessitant qu'on fasse des choix de politique industrielle clairs visant à faire évoluer cette industrie. »**

Il faut, souligne la FNIC CGT, "insuffler une véritable politique industrielle qui mette notre territoire en capacité de faire évoluer son outil de raffinage et ce faisant, renforcer les liens pétrochimiques, chimiques, et les industries en aval qui nous sont indispensables."



Cela passe notamment par "faire le choix du maintien des raffineries [qui] fait sens sur le plan industriel et de la réponse aux besoins. Cela nécessite en revanche d'orienter dès à présent les fruits de l'exploitation de l'outil de raffinage vers l'investissement et l'emploi et non vers les revenus du capital."

En effet, « ces secteurs, aujourd'hui entièrement entre les mains du secteur privé, ne sont développés qu'au regard de l'unique critère de rentabilité comme, par exemple, le médicament. Il est logique que ces grands secteurs structurants soient placés sous contrôle public afin de planifier leur développement en fonction des besoins de la population, et non dans le but d'augmenter le cours des actions en bourse."

Pour la FNIC CGT, « la position centrale des Industries chimiques comme pourvoyeuses de produits utiles à tous, et indispensables aux autres industries, amène logiquement, là aussi, à exiger de les soustraire à la logique d'actionnaires privés, dont l'objectif est la rentabilité, pour les placer sur le terrain de leur utilité et de la réponse aux besoins des populations et des salariés qui y travaillent. »

« La mise sous contrôle public, la nationalisation, et la mise sous contrôle des salariés, la socialisation des industries chimiques est, dans ce sens, une revendication pragmatique et indispensable. », affirme encore la fédération CGT qui dénonce également la politique de dumping

fiscal du patronat qui « empoche une marge abusive pour des produits fabriqués par des travailleurs sous-payés à l'autre bout de la planète, et ces mêmes produits achetés par d'autres travailleurs, par exemple en Europe. »

### **Protéger les salariés, les populations et l'environnement implique d'arracher les industries chimiques hors des griffes du marché**

Comme le souligne la FNIC CGT dans sa brochure, « les produits chimiques sont indissociables de notre milieu naturel et urbain et les travailleurs de la chimie sont fiers que leurs productions répondent ainsi à tous ces besoins. La contribution des produits chimiques à notre société est d'une valeur inestimable. En revanche, dans la mesure où leur production est soumise au diktat des actionnaires privés, ces produits peuvent se révéler nuisibles aux salariés qui les fabriquent, aux populations qui les utilisent, ainsi qu'à l'environnement. »

« C'est en effet le mode de production capitaliste qui est la cause des catastrophes industrielles », en France et dans le monde. « C'est l'impérialisme guerrier, notamment des USA, qui a engendré le développement des terrifiantes armes chimiques. C'est pour dégager du bénéfice que l'amiante a été si longtemps, et reste utilisée, dans de nombreux pays, même si ce produit est un poison effroyable, tout comme les PFAS actuellement. ».

### ***Les premiers mois de l'année ont été marqués chez Total, coup sur coup, par une assignation aux Prud'hommes pour préjudice d'anxiété et une condamnation pour homicide involontaire.***

Dans les Bouches-du-Rhône, le 11 février dernier, 180 salariés et anciens travailleurs de TotalEnergies La Mède accompagnés de leur syndicat CGT ont déposé des requêtes demandant que soit reconnu et réparé "le préjudice d'anxiété" lié à leur exposition aux composés organiques volatils, et tout particulièrement au benzène, agent cancérogène, mutagène et reprotoxique (CMR), pointant des "manquements" de leur employeur.

Pendant des années, et alors que Total engrangeait des milliards, les travailleurs ont été exposés au benzène sans protection adaptée. La CGT dénonce un scandale industriel et sanitaire et rappelle que "la santé des travailleurs n'est pas négociable et ne doit jamais passer après la rentabilité."

En parallèle dans une procédure distincte préparée depuis deux ans, le syndicat CGT avait impulsé en février 2025 une plainte collective « pour certaines infractions dont notamment pour mise en

danger délibérée de la vie d'autrui. [...] Le but de cette procédure est de faire condamner Total [au pénal] pour son inefficacité à protéger ses salariés.»

« Cela constitue un tout qui, nous l'espérons, fera en sorte que le groupe bouge ses lignes sur l'ensemble des sites dans un premier temps mais surtout en cas d'émergence de maladies professionnelles cela puisse permettre aux salariés touchés (organiques ou d'entreprises extérieures) de faire émerger un lien de causalité évident entre notre activité et la maladie professionnelle »

### **« le recours massif et structurel à la sous-traitance tue »**

Quelques jours après cette action aux Prud'hommes, le verdict d'une autre affaire, en Normandie, a torpillé la défense du groupe Total. Le 19 février, le tribunal correctionnel du Havre a ainsi "condamné Total et Bataille à 250 000 et 50 000 euros d'amende pour homicide involontaire à la suite du décès » d'un ouvrier. Comme le rappelait le syndicat, « ce drame n'est ni accident isolé, ni une fatalité. Il est la conséquence directe de manquements graves aux règles de sécurité, d'une politique de

recours massif à la sous-traitance et d'une logique de rentabilité qui sacrifie la vie des travailleurs.»

Pour le syndicat CGT TotalEnergies Plateforme de Normandie, cette audience « historique » et « très rare » a confirmé que la direction « délinquante et récidiviste » du groupe et condamnée pour violation manifestement délibérée des obligations de sécurité « ne pouvait ignorer qu'il mettait en danger ses salariés et violait la loi. ».

« Cette condamnation confirme que le recours massif et structurel à la sous-traitance tue. », explique encore la CGT qui regrette une « peine symbolique et pèse bien peu au regard des milliards de bénéfices réalisés par la multinationale [mais qui] doit servir de point d'appui pour lutter contre les accidents de travail qui causent plus de 1200 morts par an. Pour la CGT, le combat continue pour dénoncer les conditions de travail dangereuse imposées par le groupe donneur d'ordre et les directions sous-traitantes, revendiquer la réintégration des sous-traitants, exiger l'embauche de tous les travailleurs précaires, exiger la justice pour tous les morts au travail.

# FAIRE FRONT, FAIRE BLOC, FAIRE CLASSE

Un militant membre d'un groupuscule fasciste et raciste est mort au cours d'affrontements à Lyon le 12 février en marge d'une conférence publique de l'eurodéputée Rima Hassan que ce même groupuscule était venu provoquer, perturber, aggraver, dans un climat de passivité et d'impunité policière.

Depuis le 12 février, une campagne médiatique et politicienne, intense, violente et indécente, se déchaîne contre La France Insoumise et plus largement contre l'ensemble du camp social, progressiste, antifasciste, révolutionnaire.

La minute de silence observée le 17 février à l'Assemblée nationale est le résultat, à ce titre, de l'adoption sans questionnements du narratif d'extrême droite qui inonde et sature les ondes médiatiques – au détriment de la vérité – et illustre la préparation d'une véritable offensive de l'État et de toutes ses composantes (police, justice etc).

Après les accusations insensées et fallacieuses d'antisémitisme, ces attaques coordonnées par le bloc bourgeois, sont un préalable au saut dans la répression que l'État et ses services préparent et illustrent la tentative et tentation d'une partie conséquente de la classe politique (gauche,

droite confondue) de cibler un parti social-démocrate, profiter de cette séquence instrumentalisée de A à Z pour intimider, réfréner la combativité, interdire plus largement l'expression des idées radicales et révolutionnaires.

Plus que jamais dans ces conditions difficiles, nous devons faire bloc. Ce front, ouvrier et populaire, doit être un mouvement de classe contre classe et ne peut en aucun cas s'incarner dans une écurie électoraliste ou au travers de groupes qui se revendiquent antifascistes. Il doit être l'expression, dans la défense des intérêts immédiats et notamment la protection de nos initiatives, manifestations, événements, de la classe ouvrière organisée.

Faire front, faire reculer les fascistes, c'est articuler le lien entre l'autodéfense ouvrière dans la rue et la lutte des classes sur les lieux de travail. Cette articulation, dans la période et après cet événement, doit être réfléchi à tous les niveaux par toutes les organisations ouvrières. A ce titre là, nos organisations et syndicalistes CGT ont une tâche historique, difficile mais réalisable face au choix du fascisme que fait le Capital.



PRENDRE LA MESURE DU MOMENT

La fin des échéances électorales municipales et la projection vers les élections présidentielles de 2027 laisse présager une période complexe à venir. Il est certain désormais que les Macronistes, main dans la main avec la droite, l'extrême-droite et une partie de la "gauche", va jusqu'au bout et "quoi qu'il en coûte" et en dépit de la réalité et même de la raison, rendre La France insoumise, le Parti Communiste et les organisations progressistes responsables de leur propre décennie au pouvoir.

La tension politique ne va pas retomber mais même monter en puissance. Le capitalisme en crise a décidé de "trumpiser" les débats. Cette répression politique, avec tous les moyens de l'État, accompagne une République en marche autoritaire depuis plus de 10 ans, avec un tournant net notamment dans la répression physique des manifestations et le maintien de l'ordre dans la rue par la peur, dans les

entreprises et services par la répression patronale/administratives contre les grévistes.

Rappelons aussi les milliers de syndicalistes CGT licenciés ou traînés devant les tribunaux, la criminalisation de la solidarité avec Gaza et la Palestine, les menaces contre le droit de grève.

Pour tenir coûte que coûte le pouvoir, les élites poursuivent leur fuite en avant, dans un climat de massacre social et industriel, d'austérité pour tous et toutes sauf pour les riches, de poursuite du pillage des caisses de l'État par les mêmes protégés fiscaux. La classe médiatique et politique sort les crocs car elle sait que la colère gronde, partout et tout le temps, contre la politique des bas salaires, de l'armement tous azimuts, de l'impunité politique, patronales et policières. Impulsons partout, dans tous les secteurs et branches professionnelles, les noyaux de résistance d'une classe ouvrière coalisée et unie contre l'ennemi commun.



# LA GUERRE SOCIALE EN FRANCE



## 8 Mars tous les jours !

Des centaines de milliers de manifestantes et manifestants ont défilé le 8 mars 2026 en France. A Paris, les fascistes et les sionistes ont une nouvelle fois été chassés des cortèges. Cette détermination du mouvement social est saluée face à la montée de l'extrême-droite dans notre pays. Si nous refusons l'infiltration fasciste, dans le même temps nous martelons notre solidarité avec la lutte des peuples confrontés à l'impérialisme, au fascisme et au sionisme, dans lesquelles les femmes sont bien souvent en première ligne, et notamment à Gaza et en Palestine où le Génocide se poursuit - plus de 700 000 morts sont évoqués, dont les deux tiers sont des femmes et des enfants.

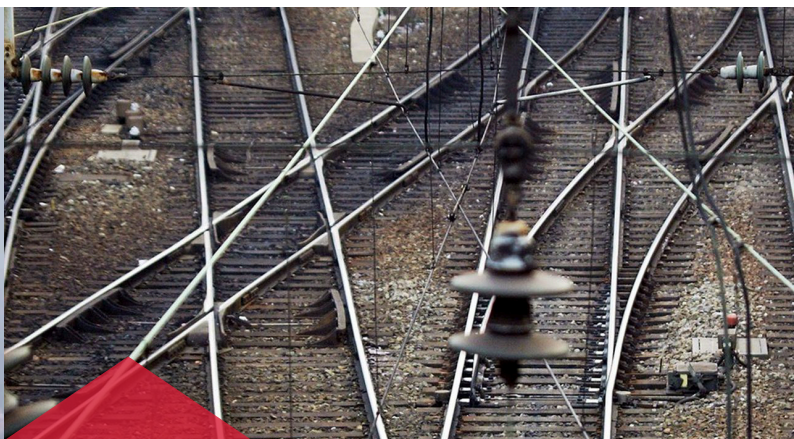
Si la journée du 8 mars est une date revendicative à promouvoir, martelons cette autre réalité : le 8 mars, c'est tous les jours ! Pour obtenir l'égalité réelle, c'est à nous toutes et à nous tous de répondre par l'unité et la combativité face à la double-exploitation de nos sœurs de classe ! Et d'attaquer, ensemble et en même temps, l'ennemi commun, la source de ce système : le capitalisme. La riposte ne peut être que générale, hommes et femmes, travailleurs avec ou sans papier, privé ou non d'emploi !

## Bastide - patron voyou

Dans le Loiret, la CGT organise la riposte face aux patrons voyous du groupe Bastide confort médical qui multiplie les "menaces, les pressions et les sanctions disciplinaires contre ses salariés et contre » la CGT.

Cette entreprise "organise la chasse aux sorcières dans son agence du Loiret, les seuls méfaits des salariés, avoir osé utiliser leur droit de grève et tenter de mettre en place un syndicat CGT dans cette entreprise."

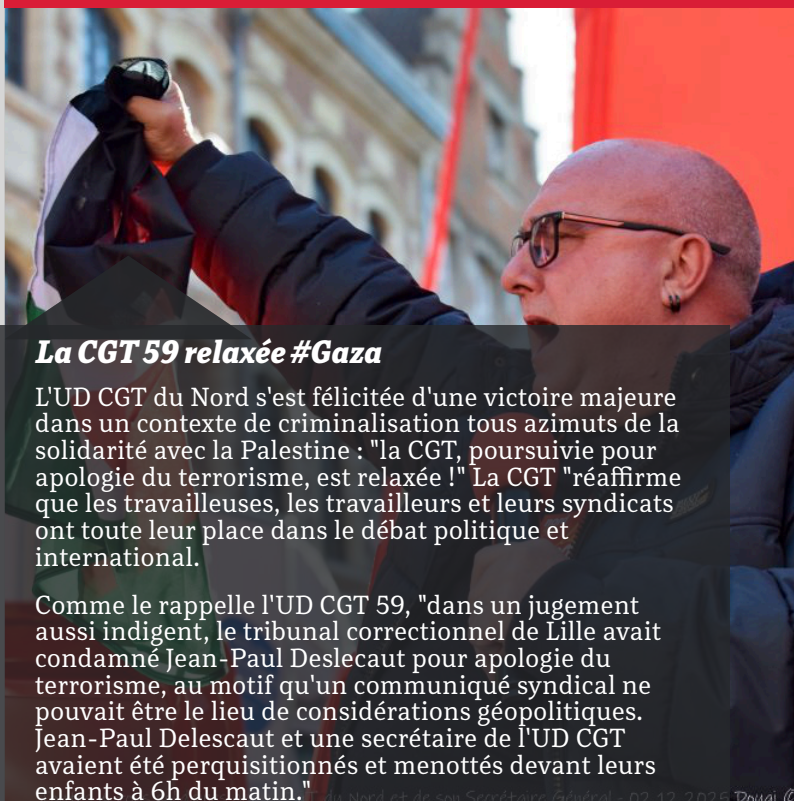
"Nous allons démontrer à ce patron que le respect des travailleuses et des travailleurs n'est pas une option mais une obligation et que la CGT est et restera toujours mobilisée contre ces pratiques moyen-âgeuses", dénonce la FNIC CGT et l'UD CGT 45 dans un appel à rassemblement.



## Grève victorieuse sur les chantiers ferroviaires de la SNCF dans les Yvelines

"A l'appel de la CGT, la première grève de l'histoire des Sentinelles du Rail a frappé l'entreprise" de sécurisation des chantiers ferroviaires de la SNCF les 9 et 10 mars a expliqué la section syndicale CGT : "cette grève puissante a débouché sur un recul de la direction" qui avait tenté de supprimer les indemnités de transport. Pour la CGT, "cette grève constitue une première étape dans un rapport de force qui va s'inscrire dans la durée."

Saluée par l'UD CGT des Yvelines et par la fédération CGT des cheminots, cette grève "est une première dans l'entreprise qui est riche de leçons." Dans un communiqué, la CGT des cheminots a appelé à "renforcer l'action revendicative et à rester unis dans la lutte pour : l'augmentation immédiate des salaires, la réactualisation des barèmes des déplacements, l'amélioration des conditions de vie et de travail, le respect de chacun."



## La CGT 59 relaxée #Gaza

L'UD CGT du Nord s'est félicitée d'une victoire majeure dans un contexte de criminalisation tous azimuts de la solidarité avec la Palestine : "la CGT, poursuivie pour apologie du terrorisme, est relaxée !" La CGT "réaffirme que les travailleuses, les travailleurs et leurs syndicats ont toute leur place dans le débat politique et international.

Comme le rappelle l'UD CGT 59, "dans un jugement aussi indignant, le tribunal correctionnel de Lille avait condamné Jean-Paul Deslecaut pour apologie du terrorisme, au motif qu'un communiqué syndical ne pouvait être le lieu de considérations géopolitiques. Jean-Paul Deslecaut et un secrétaire de l'UD CGT avaient été perquisitionnés et menottés devant leurs enfants à 6h du matin."



# CAMPAGNE DE LA FSM EN SOLIDARITÉ AVEC CUBA

## « CUBA N'EST PAS SEULE »

**"Cuba n'est pas seule.** Les travailleurs du monde entier sont aux côtés du peuple cubain." : la Fédération Syndicale Mondiale, avec ses organisations syndicales affiliées, a engagé une nouvelle étape dans sa campagne de solidarité.

La FSM déclare ainsi **une Semaine Internationale d'Action du 6 au 12 avril** en solidarité et en soutien au peuple de Cuba. "Au cours de cette semaine, nous appelons tous les membres et amis de la FSM dans tous les pays du monde à organiser des événements et des manifestations de solidarité et de condamnation de l'agression américaine.", explique ainsi l'Internationale rouge.

De plus, la Fédération Syndicale Mondiale appelle ses affiliés à **participer à une campagne internationale** "pour collecter des fonds ou d'autres matériels utiles, tels que des médicaments et des fournitures médicales, afin d'apporter un soutien matériel au peuple de Cuba."

Depuis plusieurs mois, et notamment après l'agression impérialiste du 3 janvier contre le Venezuela, la capture du président Maduro, les concessions de l'administration Delcy Rodriguez, la République de Cuba subit une pression intense de la part des États-Unis. Washington a ainsi renforcé début janvier le blocus, notamment énergétique avec un décret imposant des tarifs douaniers sur tout pays fournissant du pétrole à l'île, ce qui a réduit de près de 90 % les importations de carburant. Victimes de pénuries - imposées depuis l'extérieur d'énergie - de nourriture et de médicaments, ainsi que des coupures d'électricité massives, le peuple de Cuba paye le prix de l'agression impérialiste.

Comme le rappelle la FSM, "le blocus contre Cuba est un acte criminel, une forme de guerre économique qui vise à étrangler un peuple qui a choisi sa propre voie vers la souveraineté, la justice sociale et la dignité. Cette politique agressive affecte directement la vie quotidienne des travailleurs et travailleuses cubains, en cherchant à créer des difficultés, des pénuries et des pressions sociales."

"La classe ouvrière et le peuple de Cuba affrontent avec fierté et dignité l'étranglement économique et des défis insupportables, refusant de se soumettre à la volonté des impérialistes. Ils refusent d'abandonner la voie révolutionnaire qu'ils ont librement choisie.", poursuit la

FSM qui ajoute encore : "Le peuple de Cuba résiste et ne se rend pas. Mais aujourd'hui plus que jamais, ils ont besoin de la solidarité et du soutien de tous les peuples progressistes et, avant tout, ils ont besoin de la solidarité et du soutien du mouvement syndical international de classe."

Il va sans dire que cette campagne de la Fédération Syndicale Mondiale peut donner un élan supplémentaire aux actions déjà engagées ou en cours par des organisations de la CGT, nombreuses à se soucier du sort de Cuba et à vouloir agir en solidarité.

Exigeons, tous et toutes ensemble la fin immédiate et inconditionnelle du blocus impérialiste contre Cuba, le respect de la souveraineté et de l'autodétermination du peuple cubain, la fin de toutes les politiques d'agression et de déstabilisation contre la Révolution cubaine.



# GRÈVE GÉNÉRALE HISTORIQUE EN INDE

## 300 MILLIONS DE GRÉVISTES LE 12 FÉVRIER 2026

L'Inde a connu le 12 février 2026 l'une des plus grandes mobilisations ouvrières de son histoire avec une grève générale nationale qui a paralysé le pays avec plus de 300 millions de travailleurs et paysans en grève.

Appelée par les dix grandes centrales syndicales, dont les plus puissantes, l'AICTUC et le CITU sont affiliées à la Fédération Syndicale Mondiale, et soutenue par le Samyukt Kisan Morcha (front paysan), la grève générale a fortement paralysé certaines grandes villes et régions industrielles, comme le Karnataka, le Bihar ou le Tamil Nadu. Et impacté des secteurs clés : banques, transports publics, mines, électricité, pétrole et raffineries, construction, industrie manufacturière, ainsi que les services publics et les zones rurales et agricoles.

Ce mouvement historique marque une nouvelle étape dans la résistance ouvrière et paysanne face aux réformes libérales du pouvoir. La mobilisation sociale affronte l'application de quatre codes du travail anti-ouvrier adoptés par le gouvernement Modi, suprémaciste hindou. Ces codes du travail précarisent notamment l'emploi au travers de la facilitation des licenciements, l'assouplissement des contrats, la réduction des protections syndicales.

L'appel unitaire à la grève générale souligne : «*Le gouvernement du pays poursuit son programme de privatisation et de vente de toutes les entreprises stratégiques du secteur public et de tous les services publics, tels que les chemins de fer, les ports et les docks, les mines de charbon, le pétrole, l'acier, la défense, les routes,*

*les aéroports, les banques, les assurances, les télécommunications, la poste, l'énergie atomique, la production et la distribution d'électricité, etc., à de grandes entreprises indiennes et étrangères, mettant ainsi en péril la croissance industrielle locale et l'économie autonome. La commercialisation de l'éducation et de la santé porte un coup dur à la population, qui ne peut supporter ces coûts exorbitants. Les prix des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter. Avec l'aggravation des inégalités, un très grand nombre de personnes sont poussées vers une vie en dessous du seuil de pauvreté.* »

Les syndicats et les grévistes dénoncent également aussi les politiques de privatisation, les attaques contre les droits sociaux, la destruction programmée de programmes d'Etat, l'application d'un accord commercial entre l'Inde et les États-Unis.

Pour la Fédération Syndicale Mondiale, qui a exprimé sa solidarité avec la classe ouvrière indienne, "les enjeux de cette grève portent sur les droits syndicaux fondamentaux de la classe ouvrière indienne et des travailleurs." "Les actions de grève en Inde revêtent toujours une importance internationale particulière, notamment en raison de l'ampleur de la classe ouvrière indienne. [...] La [grève] prendra une dimension sans précédent et transmettra un message fort d'action militante de classe à la classe ouvrière du monde entier.", affirme encore la FSM.

**unitecgt.fr**

Média militant pour renforcer  
notre syndicalisme de classe,  
de masse, démocratique,  
internationaliste et unitaire







# Bulletin national des entreprises n°15

*Le capitalisme nous conduit non seulement à la misère mais aussi à un Holocauste mondial. La guerre impérialiste et sioniste contre l'Iran doit être combattue. Nous sommes, plus que jamais, aux côtés du peuple et des travailleurs et travailleuses d'Iran et de leurs organisations progressistes et révolutionnaires*



Six mois après la « guerre des 12 jours », le régime sioniste de Tel Aviv et les Etats-Unis ont engagé une guerre impérialiste totale contre l'Iran qui se transforme en guerre régionale, voire mondiale.

**La France a annoncé se joindre à l'intervention impérialiste contre l'Iran. Ce choix politique criminel et illégitime est un pas de plus vers la grande guerre générale impérialiste.**

L'objectif des impérialismes occidentaux est de soumettre les peuples de la région, déjà meurtrie par l'invasion de l'Irak en 2003, la guerre civile imposée au peuple syrien, le génocide en Palestine. Cet objectif ne peut être accompli sans la destruction de l'Iran, obstacle majeur à la colonisation finale de la Palestine par Israël et à la domination totale d'Israël et des Etats-Unis dans la région.

Washington a organisé le plus gros déploiement de forces américaines depuis l'invasion impérialiste de l'Irak en 2003 : plus de 50 000 soldats, 200 avions, 2 porte-avions ont été déployés au cours des derniers mois et semaines et s'ajoutent aux bases militaires américaines qui assiègent l'Iran.

## Les Ouvriers ne travaillent pas pour la guerre

Le gouvernement et les élites françaises ont décidé de participer à la guerre contre l'Iran et ont franchi une ligne rouge : nos organisations CGT doivent prendre leurs responsabilités.

♦ Pourquoi #ToutBloquer contre la guerre ? La Classe ouvrière a le droit et le devoir de se défendre face à un danger vital et existentiel : la guerre et le militarisme.

♦ Comment ? Par le refus de la guerre, pas seulement en paroles mais en actes. Cela passe par la construction urgente d'une mobilisation nationale, par la grève contre la guerre, ancrée dans les lieux de travail

**Prenons conscience de notre force collective immense : #OnBloqueTout par la grève pour imposer le retrait de la France de la guerre impérialiste !**

## LA CLASSE OUVRIÈRE INTERNATIONALE REJETTE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

*Inspirons-nous des mobilisations historiques contre la guerre en Irak et en Yougoslavie, mais aussi de la grande grève dans les ports et docks de Méditerranée coordonnée par des syndicats de classe le 6 février dernier contre la guerre et le Génocide !*

*Inspirons-nous de la magnifique et puissante mobilisation en Italie - plusieurs grèves générales massives et des manifestations monstres - des travailleurs avec l'Union Syndicale de Base, affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale, contre le Génocide et le militarisme et pour l'augmentation des salaires et la réponse aux besoins sociaux.*